

Marc Angenot

Les trois querelles des historiens

Résumé

Je me propose d'esquisser cet après midi la description de trois grandes querelles intellectuelles en Allemagne et en France qui marquent la fin du 20^e siècle. Elles ont en commun de porter sur l'interprétation de l'histoire moderne et, parties des «spécialistes», d'avoir vivement interpellé l'opinion publique.

1. La Querelle des historiens dans l'Allemagne des années 1986-89, cas premier et cas par excellence d'une controverse intellectuelle débouchant en une véhémence polémique publique autour d'un «Passé qui ne passe pas», *Vergangenheit die nicht vergehen will*.

2. Les polémiques sur 1789 dans les années qui précèdent le Bicentenaire de la Révolution française: la commémoration du Bicentenaire a été en effet l'occasion de vigoureuses empoignades entre historiens français, en gros François Furet et ses disciples contre l'historiographie marxo-jacobine de jadis; ici aussi les médias et le grand public ont pris parti.

3. Troisième polémique inachevée et toujours renaissante: de *L'Archipel du Goulag* (1974) au *Livre noir du communisme* (1994), les controverses franco-françaises récurrentes depuis trente-cinq ans sur la responsabilité juridique/morale des idées communistes et de la vision du monde bolchevique dans le Malheur du 20^e siècle. J'interpolerai dans mon analyse des propositions théoriques sur la rhétorique de l'argumentation et sa connexion et convergence avec l'histoire des idées; et je renvoie aux considérations générales exposées ce matin.

Historikerstreit ou Querelle des historiens dans la République fédérale allemande des années 1980

Quand Ernst Nolte en Allemagne publie ses premiers livres des années 1970-1980 sur le nazisme issu de la «Guerre civile européenne» de trente ans, le danger nazi est censé révolu, mais, dans l'Allemagne fédérale, qui se cherche de peine et de misère une conscience nationale *acceptable*, la «menace soviétique» pèse lourd.

La *Historikerstreit* est déclenchée contre les thèses révisionnistes, jugées apologétiques, d'Ernst Nolte et d'Andreas Hillgruber. La thèse d'Ernst Nolte est que le nazisme doit être compris historiquement comme une *réaction* au péril bolchevik en même temps qu'il fut un *emprunt systématique* des moyens de propagande, des procédés de terreur et de massacres de masse des Soviétiques. Toutefois Ernst Nolte ne s'arrête pas ici: il amorce un glissement intolérable de *légitimation* de cette réaction, d'«explicabilité» (déclarée non-absolutrice) de cette «réaction» sous-tendue par les craintes, répandues bien au-delà des nazis, inspirées par le «sanguinaire» messianisme bolchevik. Nolte se met en devoir de creuser dans ses livres successifs le *Lien causal* (c'est son concept clé, *der kausale Nexus*) entre la terreur rouge et la terreur nazie, terreur réactive non moins que réactionnaire, entre le Goulag et les camps nazis, entre le massacre «de classe» commis par les communistes, massacres des koulaks et des bourgeois, et l'ultérieur génocide nazi, «le plus terrible assassinat de masse de l'histoire», Nolte *dixit*, mais néanmoins *copie* des massacres staliniens. Les deux régimes se ressemblent en matière de totalitarisme et d'inhumanité, mais c'est parce que l'un a copié l'autre. La question de l'histoire *sui generis* du nationalisme *völkisch* allemand et de sa montée en puissance est non pas ignorée, mais sous-estimée et minimisée.

C'est *dès lors* la Révolution d'Octobre qui, cause indirecte du fascisme et du nazisme, est la cause initiale du Malheur du 20^e siècle. Hitler est atroce, mais Lénine vient avant Hitler et dans l'histoire moderne, il est clairement «plus original» que lui qui ne fera que plagier son *hybris* en la transposant en clé contre-révolutionnaire. Les bolcheviks en établissant leur régime sur la violence extrême permanente tout en promettant aux capitalistes une révolution qui les anéantira, ont préparé et voulu les premiers et bruyamment légitimé une «Guerre civile européenne» qui fut une guerre de trente ans. Ernst Nolte en vient donc à cet énoncé qui suscite l'indignation: l'Archipel du Goulag est premier – Auschwitz n'était pas, et pour cause, dans les esprits de ceux qui dès 1920 ont

inventé et développé le Goulag, alors que le Goulag, «accentué par la déraison nazie» (laquelle avait, concède Nolte, avec sa constante ostentation d'équanimité, des causes indépendantes qui remontent assez loin dans l'histoire allemande), le Goulag donc était dans les esprits des créateurs de camps nazis.

Auschwitz est alors aussi une forme de *réaction*: «Auschwitz was the fear-borne reaction to the acts of annihilation that took place during the Russian revolution». «Those who do not wish to see Hitler's annihilation of the Jews in this connexion are perhaps lead by very noble motives but they are falsifying history».¹

Toute la *Querelle* naît de tels propos. Les crimes nazis sont-ils (1) comparables à d'autres? ou encore (2) explicables dans et par une dynamique d'affrontements dans un cadre géopolitique large où ce ne sont pas les national-socialistes qui «ont commencé»? Beaucoup se refusent à en débattre dans la mesure où admettre de quelque façon ceci ne peut que relativiser la monstruosité nazie. Jürgen Habermas et bien d'autres intellectuels prennent fait et cause contre Nolte que défendent seulement des historiens marqués à droite et à l'extrême droite. La plupart des historiens d'alors tiennent à ne pas délayer ni atténuer la culpabilité allemande en vue de refonder un jour une conscience nationale assainie. La Querelle des historiens produira quelque 1200 textes polémiques (avec toutes les composantes de mauvaise foi, exagérations et contre-vérités propres au genre) qui vont de l'article à la monographie – elle est devenue du même coup le cas par excellence pour l'histoire des controverses intellectuelles autour d'un «Passé qui ne passe pas», *Vergangenheit die nicht vergehen will*.

Beaucoup des grands travaux historiographiques après 1945 tournaient autour de la problématique auto-accusatrice du *Sonderweg*, d'une «voie allemande particulière», d'un chemin de traverse anti-démocratique qui aurait été pris bien avant 1933 par la culture philosophique, civique et politique allemande – problématique culpabiliste qui sera prédominante chez les historiens (à l'exception d'une poignée d'historiens de droite) jusque dans les années 1980. Cette problématique du *Sonderweg* prétendait trouver réponse à la question qui taraude les esprits après 1945: Pourquoi le nazisme en Allemagne et non en d'autres pays avancés et «civilisés»? Une réponse possible était que tout ceci remontait bien avant la défaite de 1918, que l'Allemagne, plus que tout autre pays d'Occident, avait valorisé la primauté de l'identité collective-nationale contre les valeurs universelles des Lumières et contre l'individualisme critique, qu'elle déploie tout au long du 19^e siècle des tendances prépondérantes anti-libérales, autoritaires, romantiques-nationales et antisémites-*völkisch*, plus puissantes que nulle part ailleurs en Europe et plus largement répandues; que dès lors, il s'est développé, tôt dans le 19^e siècle, une culture politique spécifique conduisant à l'hitlérisme *ou* en formant en tout cas les éléments avant-coureurs et les conditions de possibilité et de légitimation anticipée. Telle qu'elle est conçue, la «voie allemande particulière» n'est ni un mouvement philosophique déterminé, ni une idéologie circonscrite, mais une poussée cumulative allant tout au long de la modernité dans un sens convergent et déplorable. Ce sont ces historiens culpabilistes qui «gagneront» la *Historikerstreit*.

Le grand ouvrage de Nolte paru durant la querelle est *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Frankfurt aM : Propyläen, 1987. – Mais aujourd'hui le procès en appel si l'on peut dire me semble tourner nettement à l'avantage de Nolte. Ce serait une histoire de démontrer ceci.

Le Bicentenaire de la Révolution comme «querelle française des historiens»

La France a connu elle aussi sa «querelle des historiens», non moins violente et amère, au cours des années 1980 en prélude au Bicentenaire de la Révolution française en 1989. Elle entraîné une révision radicale de l'historiographie de la Révolution française, et opposé des «marxistes» et jacobins qui occupaient jadis le terrain

1. Nolte, in Rudolf Augstein et al. *Historikerstreit : die Dokumentation der Kontroverse und die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987. •► *Forever in the Shadow of Hitler? Original Documents of the Historikerstreit*. Atlantic Highlands NJ: Humanities Press, 1993, 13. + *Weltbürgerkrieg der Ideologien. Antworten an Ernst Nolte* [Festschrift zum 70. Geburtstag]. Berlin: Propyläen, 1993.

universitaire, les Soboul, Vovelle, Mazauric, à la révision «libérale» pratiquée par François Furet et ses disciples. La «commémoration» du Bicentenaire a été en effet l'occasion de vigoureuses empoignades entre historiens français qui a été étudiée, à distance critique, par l'Américain Steven L. Kaplan dans *Farewell Revolution. The Historians' Feud 1789/1989*.² — Autre exemple éminent d'une controverse savante, mais intrinsèquement politique, qui débouche aussitôt sur le débat public.

François Furet joue un rôle de leader révisionniste décisif. «La révolution est finie», avait prématurément déclaré Furet. On allait enfin pouvoir en traiter sereinement. La véhémence des polémiques qui se sont déchaînées en réaction à ses analyses a prouvé qu'il n'en était rien.

Penser la révolution française va prétendre dégager la «dimension totalitaire» de 1789 et repérer ses ferments dans la «conscience révolutionnaire» des jacobins. «François Furet (qui avait d'abord cherché, mais en vain au bout du compte, à penser la Révolution française comme une suite de «dérapages»³) pose que c'est 1789 qui a créé une «conscience révolutionnaire» qui n'est rien d'autre, expose-t-il, que *l'illusion du politique*. L'axiome de cette «illusion» meurtrière est le suivant: «Tout problème a une solution politique et quand une solution politique échoue, la conscience révolutionnaire ne tient pas compte des obstacles objectifs, mais seulement des volontés subjectives ou de l'ennemi.» Du théorème se déduit la morale perverse du «Aux grands maux, les grands remèdes» et la vision de la fin sublime qui justifiera tous les moyens. Ce ne sont pas alors les passions et les souffrances des masses qui font la Révolution française dans sa dynamique, les masses étaient manipulées par des idéologues, par une «minorité agissante» qui nourrissait un programme total qu'il lui fallait appliquer à tout prix.

Furet exhume et réhabilite un historien oublié, Auguste Cochin, historien contre-révolutionnaire qui, dans les années 1920, avait pris pour objet d'étude les «Sociétés de pensée» apparues avant 1789 et y avait décrit l'efflorescence d'une logique nouvelle qu'il nommait «philosophique» ou par anticipation, «jacobine», logique de pensée foncièrement fautive, délétère, porteuse des futurs crimes, déduits et justifiés «abstraitemment» par les Robespierre et les hommes à doctrine de la Terreur. Cochin voit fleurir dans le petit personnel philosophique d'avant la Révolution une manière de penser applaudie en certains cercles qui permet de tourner en toutes circonstances le dos au réel et à l'expérience pratique, «le succès désormais est à l'idée distincte, à celle qui se parle, non à l'idée féconde qui se vérifie».⁴

Vous constatez qu'un des enjeux de cette querelle est justement *le rôle des idées dans l'histoire*: pour François Furet et ses nombreux partisans, il s'agit de faire apparaître la prééminence décisive des idées et convictions des acteurs dans le cours des événements révolutionnaires. On se trouve dans le champ historiographique en moyenne durée devant une polarisation épistémologique établie sur deux axiomes antagonistes: un pôle pose en axiome le «rôle décisif des idées» dans l'histoire, l'autre part de la prépondérance des facteurs matériels, socio-économiques, et traite des idées comme de faits épiphénoménaux. Cette polarisation trahit souvent une connotation politique. Le premier pôle est plutôt occupé par le centre et la droite. On songe à l'axiome prise-de-position de Jean-François Revel: «La puissance des représentations mentales est dans l'histoire plus grande que ne l'enseignent les marxistes. Ne leur en déplaise, les idées mènent le monde, – surtout les mauvaises.» Il s'agit dès lors d'un très vieux débat qui se trouvait réactivé dans la conjoncture.

2. Cornell UP, 1995.

3. *La Révolution* avec Denis Richet, Hachette, 1965.

4. Augustin Cochin, *L'esprit du jacobinisme. Préface* de Jean Baechler. Paris: PUF, 1979. Reprise partielle de l'éd. de 1922, 39.. On verra aussi l'éloge d'Augustin Cochin par Régis Debray, *Manifestes médiologiques*, Gallimard, 1994, 127. — Alexis de Tocqueville avait précisément écrit au reste ce genre de choses en parlant des hommes de 1789: «Même attrait pour les théories générales, les systèmes complets de législation et l'exacte symétrie dans les lois; même mépris des faits existants; même confiance dans la théorie; (...) même envie de refaire la constitution tout entière suivant les règles de la logique et d'après un plan unique. Effrayant spectacle !»

Les avancées de l'histoire «révisionniste» de Furet et ses disciples s'expliquent par le «caractère sclérosé» et les contradictions de l'explication marxisante, avant tout économique, explication qui *rate* le plan proprement politique et se montre peu capable de sonder l'idéologie, les représentations, l'«imaginaire» des acteurs lesquels pour Furet ont été les facteurs décisifs de la dynamique révolutionnaire.

Cette querelle du Bicentenaire n'est compréhensible que réintégrée dans son contexte conjoncturel: l'étude d'une polémique réclame la mise en contexte avec les enjeux qu'il comporte et la reconstitution de la topographie des positions soutenues. Je vais parler de cette conjoncture mouvante dans un instant.

Une mutation intellectuelle par à-coups se trouve accomplie sur dix ans et aboutit à ... l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et la prise de pouvoir de l'Union de la gauche en mai-juin 1981. D'où le paradoxe: les socialistes et communistes viennent – enfin – au pouvoir en 1981 avec des idées, un programme de «Rupture avec le capitalisme» que la «nouvelle» intelligentsia déclare «périmés» sinon rendues profondément suspectes. Alors que la vie politique française bascule vers la gauche, le discours intellectuel est tombé vers 1975 dans le désenchantement sceptique et la suspicion «anti-totalitaire».

Les crimes du communisme

La *comparabilité* des régimes bolchevik et nazi est au cœur même des polémiques sur le Mal au 20^e siècle et ce encore un coup, depuis, en fait, bien avant la Deuxième Guerre. Dès ses *Politische Religionen* de 1938, Eric Voegelin considère comme fondamentalement identiques nazisme et bolchevisme, dans leurs doctrines comme dans leurs pratiques despotiques et inhumaines.⁵

Une thèse de cette sorte est à la source de polémiques de longue durée et toujours renaissante: de *L'Archipel du Goulag* au *Passé d'une illusion*, au *Livre noir du communisme*, il devrait être possible d'étudier les controverses franco-françaises récurrentes depuis trente-cinq ans (et répétitivement compulsives et dénégatrices) sur la responsabilité alléguée des idées communistes, de la «morale», du projet et de la vision du monde bolcheviques dans le Malheur du 20^e siècle. La dispute sous sa forme intense et publique remonte à la publication de *L'Archipel du Goulag* traduit en 1974⁶ et à sa vaste diffusion et elle culmine dans les années de la fin du siècle en une «mise en accusation» globale de l'Idée communiste et de ses applications (le communisme sous toutes ses formes, dans tous ses régimes et sur la planète entière) – mise en accusation accueillie par les «hauts cris», littéralement, par les réactions indignées des défenseurs des Idées généreuses et de leur immunité face à l'histoire.

Les tentatives brutales du Parti Communiste Français en 1974-75 pour étouffer l'impact de Soljenitsyne ont l'effet contraire : le succès de librairie est immense. La critique de l'URSS se libère des réticences et des «nuances» qu'on y mettait naguère, le chantage à l'anticommunisme, imparable depuis 1945, a cessé d'opérer. Là-dessus, le PCF, toujours désireux de confirmer les inquiétudes et de stimuler les indignations, donne son appui total à son homologue portugais, parti demeuré impavide stalinien, et Georges Marchais déclare du bout des lèvres que Soljenitsyne pourrait publier dans une France de gauche ... « s'il se trouvait un éditeur » toutefois !

En 1975-76, le pionnier de l'antitotalitarisme, Claude Lefort publie *Un homme en trop, essai sur L'Archipel du Goulag*. André Glucksmann, ci-devant gauchiste flamboyant, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Jean-François Revel, *La tentation totalitaire*. Une rhétorique parfois boursoufflée de dénonciation du Mal politique radical au 20^e siècle dû à des idées fallacieuses, — tardive réaction de rejet à l'effort obstiné de désinformation sur tout ce qui touchait

5. Eric Voegelin. *Die politische Religionen*. Wien, 1938 ♦ *Les religions politiques*. Paris: Cerf, 1994. Cinquante-six ans de délai de traduction! Question: pourquoi?

6. Évidemment l'auteur russe ne disait rien qui ne fût déjà connu à travers les livres de Victor Serge, de Panait Istrati, de Boris Souvarine, de Viktor Kravchenko, mais une censure énorme s'est peu à peu levée à cette époque.

à l'URSS dans la gauche depuis 1945, — s'est emparée de l'idéologie française vers 1975 avec les ainsi nommés «Nouveaux philosophes» battant leur coule de ci-devant communistes et gauchistes qui venaient de découvrir d'un seul coup le totalitarisme, la terreur et les camps. Ceux-ci avaient toutefois conservé de leur passage par le gauchisme ou le maoïsme un style intimidateur et excessif, un penchant au simplisme du type *Liberté démocratique vs Totalitarisme*, un peu sobre esprit soixante-huitard combiné à des lectures hâtives et récentes de catéchumènes de Tocqueville et de Friedrich Hayek. Les «Nouveaux philosophes» ont alimenté ainsi une instrumentalisation médiocratique et intellocratique de la dénonciation du totalitarisme.⁷ Toutefois leur rhétorique anti-totalitaire moralisante permettait un rattrapage devenu urgent en conférant une tardive légitimité «de gauche» à l'examen des misères et des crimes du socialisme réel. Cet examen ne faisait au reste que s'amorcer et il se prolonge jusque dans le 21^e siècle à mesure que les archives soviétiques vont s'ouvrir à la suite de l'effondrement de l'URSS. Il est loin d'être clos pas plus que n'est achevé le «travail du deuil» qui l'accompagne. La désillusion politique intégrale – qui a été la marque de commerce des «Nouveaux Philosophes» – forme, en soi, un objet typique pour l'histoire des idées, objet qui trouvera un jour son historien.

En réalité, la critique anti-totalitaire des années 1970 est venue de partout ou presque, je veux dire de ce qui compte vraiment (et non pas médiatiquement) dans l'intelligentsia de gauche, – de ce qui restera quand la poussière des effets médiatiques et des essais hâtifs sera dissipée: d'Edgar Morin, Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Marcel Gauchet, Olivier Mongin, Pierre Vidal-Naquet, Maurice Clavel, Jean-François Revel, Jorge Semprun, Jean-Marie Domenach, P. Thibaud, Pierre Rosanvallon, Michel Winock, François Furet, de Jean Daniel par d'abondants éditoriaux soulignant et propageant «l'effet-Soljenitsyne» dans *L'Observateur*, de Jacques Julliard dans *Libération*. Elle est alimentée par les grandes revues intellectuelles qui vont dominer la fin du siècle, *Commentaire*, né en 1978, *Le Débat*, 1980, *Esprit* qui change de ligne en 1976 et patronne colloques et collections sur le «totalitarisme», *Libre* de Claude Lefort et Cornelius Castoriadis et *Contrepoint* qui seront éphémères. Jean-Claude Guillebaud avec *Les années orphelines* donne en 1978 un des livres les plus terribles sur ce qu'il appelle les «illusions meurtrières» de la gauche.

Dans cette conjoncture de désenchantement stoïquement poussé à ses limites, on peut voir que la critique s'étend inexorablement en *cercles concentriques*: la dénonciation du Goulag et de la Terreur; la mise en cause du léninisme et du bolchevisme; le questionnement sur l'idée même de révolution, sur les utopies totales, sur la «statolâtrie» et l'État tout-puissant; le soupçon porté sur tous les marxismes y compris dans leurs versions trotskyste, maoïste, soixante-huitarde et tiers-mondiste qui avaient pu servir un temps de refuge aux intellectuels militants en rupture avec l'idéocratie soviétique et soucieux de ne pas «faire le jeu», de n'avoir pas «trahi», protestant de leur persistance dans l'espérance «révolutionnaire» (d'autres avaient trouvé refuge, un peu moins précaire, dans la Deuxième gauche autogestionnaire). Le Goulag a été l'«application logique du marxisme» avait osé écrire André Glucksmann en 1977⁸, des centaines de publicistes le répéteront après lui. Le tiers-mondisme également est rendu suspect de complaisance et d'aveuglement envers les totalitarismes tropicaux et autres dictatures ubuesques drapés dans le drapeau troué de l'anti-impérialisme. La fascination maoïste s'effondre intégralement un peu avant 1980 et les ex-maos, opérant un tour à 180 degrés, seront au premier rang des anti-totalitaires et des humanitaires pro-dissidents. Les tel-queliens abjurent leur maoïsme ... et toujours peu portés à la rationalité critique, reportent aussitôt leur enthousiasme sur les USA.

Si débat intellectuel il y a à la fin des années 1970, il porte donc sur l'*extension* de la mise en cause. Les mêmes principes ne conduisent-ils pas aux mêmes effets? Quels sont les axiomes fondamentaux du mal absolu au 20^e siècle? Le totalitarisme et le Goulag sont-ils les produits : du léninisme, du marxisme en général, de l'esprit révolutionnaire, de l'utopie conjointe à l'historicisme, de «l'illusion d'un savoir total permettant de régir

7. Plus encore que leurs livres, les articles et interventions à la télé desdits philosophes télégéniques ont eu un impact.

8. Glucksmann, André. *Les maîtres penseurs*. Paris: Grasset, 1977, 310; voir *La bêtise*. Paris: Grasset, 1985.

l'humanité»⁹, du seul «rêve d'une solution finale au problème politique»? Dans une telle dynamique liquidatrice, les plus radicaux semblent les plus perspicaces et les moins pusillanimes. Ceux qui pensent encore ou murmurent qu'on est en train de "jeter le bébé avec l'eau du bain" sont sur la défensive et manquent d'arguments. Les philosophes anglo-saxons et allemands de tradition spiritualiste et religieuse qui, jamais traduits et pour cause, remontaient depuis l'après guerre aux Lumières françaises, causes originelles alléguées du Goulag et d'Auschwitz, trouvent tout à coup un écho à Paris.

Le Goulag et la terreur soviétiques conduisent par ailleurs — voir ce que j'ai dit plus haut — à repenser la Terreur, la Vendée et la Révolution française. Le discrédit du bolchevisme permet à partir de 1980 de s'interroger à voix haute sur un autre sujet tabou hexagonal, les aspects «fâcheux» de 1789 interprétés à la sombre lueur de 1917 et ses suites.

François Furet en 1995 a consacré *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au 20^e siècle*, livre traduit aujourd'hui dans toutes les langues, à évaluer le rôle de l'«Idée communiste» au 20^e siècle alors que cette idée à son sentiment venait d'achever son cours de «vie». L'idée communiste appartient à «un cycle entièrement clos de l'imagination politique moderne», diagnostique-t-il.¹⁰ Le vaste dispositif de salut historique auquel s'était attaché vers 1831 un mot nouveau, «socialisme», s'est dissout et effondré, les «religions de salut» par la Révolution se sont évanouies entraînant la perte de «foi» des derniers croyants. Le 20^e siècle politique est, du coup, en train de devenir de moins en moins *compréhensible*. Il a subi un éloignement accéléré dans le temps intellectuel et en quelque sorte cognitif. D'où le travail archéologique à quoi Furet se sent désormais contraint: «Il est un peu difficile d'imaginer aujourd'hui que ce sont des idéologies si récentes alors qu'elles nous paraissent selon les cas désuètes, absurdes, déplorables ou criminelles. Pourtant elles ont empli le siècle.»¹¹

Furet relance ainsi les controverses loin d'être apaisées sur la «beauté», absolutrice en quelque sorte, de l'Idéal communiste, censé indépendant des crimes commis en son nom (sophisme qui rappelle les pieuses allégations de jadis qui exonéraient l'Église de ses crimes au nom de la beauté de la morale évangélique). «Il faut distinguer au sein de l'idéal des militants communistes la manière dont ils le décrivent eux-mêmes et ce que peut y déceler un observateur extérieur ... Car depuis quand des militants (quels qu'ils soient) ont-ils une conscience claire de ce qu'ils sont ? On fait pourtant comme si c'était le cas, puisque l'on crédite de générosité, de noblesse, leurs idéaux, conformément à leur propre description, alors que ce que l'on peut repérer chez les militants est pour le moins souvent complexe. Toute idéologie de combat comporte une face sombre, celle de la haine des Autres. Haine du vieux monde, haine de l'ennemi, car la figure de l'ennemi est essentielle dans une lutte politique ramenée à une guerre «de classe». Emmanuel Le Roy Ladurie, évoquant son passage au Parti communiste, donne de la haine froide à l'œuvre chez le militant un témoignage subtil: «la haine est présente sous la forme d'une sorte de dessiccation des sentiments de compassion. Il ne se présente pas comme le communiste au cœur pur qui découvrira plus tard les horreurs staliniennes, il savait très bien: «[mon] attachement fanatique [au communisme], écrit-il, ne s'expliquait pas malgré les horreurs mais, partiellement du moins, à cause d'elles. Nous avons pour le sang versé le goût abstrait que professèrent les petits-bourgeois jacobins» .¹²

9. P. Thibaud, "Contre la prise de pouvoir", *Esprit*, 449: 1975. 189. Voir la notion de "réaction en chaîne" développée dans Christofferson, op. cit., 203.

10. Fr. Furet, *Le Passé d'une illusion*, 14.

11. *Passé d'une illusion*, 38.

12. Cité dans *un Pavé dans l'histoire*, 143.

La publication en 1997 du *Livre noir du communisme*¹³ par Stéphane Courtois, *et al.* a réactivé encore une fois la polémique en un sursaut exceptionnellement violent, qui a mobilisé toute la presse, tous les historiens et tous les essayistes en vue et qui n'est pas près d'être apaisé. *Un pavé dans l'histoire* de Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis¹⁴ (paru en 1998) rend compte des premiers mois français de cette polémique autour de la mémoire du communisme et de la «criminalité» des régimes ainsi désignés – en se plaçant du point de vue accusateur, du point de vue quasi-juridique qui est celui des collaborateurs de l'ouvrage. Un peu plus tard, *Du passé faisons table rase*¹⁵ fera connaître la réception contrastée des traductions du livre dans tous les pays et toutes les langues d'Europe, – la France intellectuelle faisant exception et contraste avec la réception généralement favorable, en dépit des réticences d'une arrière-garde d'*aparatchiki* recyclés dans les pays qui ont connu le «socialisme réel».

En Allemagne, où le *Livre noir* a été vendu à plus de 200 000 exemplaires trois mois après sa sortie, l'introduction de Stéphane Courtois a généré des débats virulents sur la comparaison entre le communisme et le nazisme, dans la continuité de l'*Historikerstreit* qui avait divisé les historiens à la fin des années 1980. *Le Livre noir* a été reçu plus que favorablement dans les ex-Pays de l'Est, suscitant de nombreux débats, des traductions, poussant même des historiens locaux à proposer des compléments (sur les RDA, Roumanie, Pays baltes...) Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis ont publié en 1998 *Un Pavé dans l'histoire*, plaidoyer en faveur du *Livre noir* qui tente de faire la synthèse des critiques émises à son encontre aussi bien que des approbations et admirations.

L'enjeu du débat qui s'est déchaîné était non de mettre en doute les crimes – encore que le mot seul de «crimes» ne passe pas et en dépit de polémiques incessantes sur leur étendue et leur *chiffrage*, voir plus loin – mais de déterminer à l'égard de ces crimes la responsabilité de l'idéologie entretenue par les auteurs – et par voie de conséquence plus ou moins clairement indiquée celle de ceux qui, loin des massacres certes, ont «confessé» cette idéologie et ont milité pour elle.

Il n'est pas précisément vrai – c'est ici une des contre-vérités de l'arsenal adverse – que les collaborateurs de ce livre-événement aient réclamé «un Nuremberg du communisme» lequel serait impraticable, les ci-devant régimes communistes n'ayant pas été vaincus militairement et leur personnel étant partout encore en place, et serait politiquement inopportun (quelques procès de responsables ont néanmoins été instruits en Tchéquie par exemple et quelques lois de «lustration» contre les cadres les plus compromis et les policiers de certains régimes du Pacte de Varsovie, lois qui ont été légiférées – mais ne sont guère appliquées). Mais les collaborateurs de ce livre ont affirmé hautement que la tâche de l'historien du communisme, à l'égal de celle reconnue sans difficulté à l'historien du nazisme (ce rapprochement seul a fait pousser les hauts cris), est de ne pas se borner à décrire, à expliquer, à dégager les causes et situer dans les conjonctures, inscrire dans le temps de l'histoire, mais, ne serait-ce que par un devoir moral vis-à-vis des victimes et des survivants, à mettre en accusation en *qualifiant* précisément le crime, en désignant les coupables des crimes, à formuler au bout du compte une «condamnation morale et politique» de régimes démontrés «criminels» – y compris celle des instigateurs, partisans et approbateurs.

La question de méthode qui découle de cette prise de position est de savoir s'il revient à l'historien de faire comprendre *ou* de condamner, si en revêtant la robe de procureur il ne se trompe pas de rôle et ne compromet pas sa seule tâche légitime? Si, en fait, vouloir condamner moralement ou quasi-juridiquement n'empêche pas dans une certaine mesure de comprendre historiquement – et si notamment condamner en bloc,

13. Stéphane Courtois, Nicolas Werth, J. L. Panné, A. Paczkowski, K. Bartosek, J. L. Margolin, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*. Paris: Laffont, 1997. [2e éd. revue, coll. «Bouquins»] Livre dont l'impact en France est analysé par : Rigoulot, Pierre et Ilios Yannakakis. *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur le Livre noir du communisme*. Paris: Laffont, 1998.

14. Paris: Laffont 1998.

15. St. Courtois, dir. Sous titré *Histoire et mémoire du communisme*. Paris: Laffont, 2002. Rééd. Pocket, 2009.

catégoriellement, en comptabilisant et additionnant les morts, n'empêche pas de *comprendre* dans l'enchaînement contingent des causes et dans le détail et dans la variété des circonstances historiques.

Querelles de chiffres. – Les polémiques de «chiffres» autour des additions comparées des piles de cadavres des régimes totalitaires de droite et de gauche ont fait pousser les hauts cris, mais la question, si elle est déplaisante, ne saurait être écartée comme absolument oiseuse. Si nous nous trouvons encore, à la présente étape de ce débat, au temps des chiffres hyperboliques et de la confusion des critères en vue de gonfler les additions, si la volonté «chiffrée» de montrer un totalitarisme (le communiste en l'espèce comparé au nazi) plus sanguinaire qu'un autre relève de la controverse sommaire et de la partisanerie, il faudra quelque jour étudier la dynamique de ce sous-débat en cours, débat inévitable même s'il n'aboutira pas de sitôt à un consensus serein.

Soljenitsyne avait avancé le chiffre, impossible en soi, de 40.000.000 de morts au Goulag et autres lieux de relégation et de 26.000.000 de victimes des famines orchestrées par Moscou.¹⁶ Un historien américain plein d'aplomb arrive à un chiffre très (trop) précis d'ampleur analogue: «Probably 61,911,000 people ... have been murdered by the Communist party – the government – of the Soviet Union. The key to it all can be disclosed here: *Marxism*».¹⁷ Nous sommes ici dans le simplisme de la passion idéologique pure. Robert Conquest qui a consacré sa vie à cette étude et a travaillé sur archives, arrivait, lui, avec le chiffre évalué de 20.000.000 de morts de fait direct du régime entre 1930 et 1953 – à quoi devaient s'ajouter «quelques millions» de morts avant 1930.¹⁸ Martin Malia endossait cet «ordre de grandeur», mais on est loin du consensus.¹⁹ Nicolas Werth au *Livre noir du communisme* se «limite» pour sa part à comptabiliser quinze millions de morts du fait du régime soviétique; il estime au reste que la question essentielle n'est pas précisément ici s'il s'agit de *singulariser* le bolchevisme : «le crime est certes une composante essentielle [du communisme], mais le mensonge qui a permis l'occultation de la terreur paraît plus central que le crime lui-même.»

L'addition de *tous les morts* du communisme (formant censément un grand total de 96 millions de victimes pour tous les régimes qui se sont réclamés du communisme au cours du siècle), manière de procéder plus polémique que rationnelle et sensée qui a été reprochée à l'«Introduction» par Stéphane Courtois au *Livre noir du communisme* pouvait, à son sens, se justifier en raison du fait que tous les régimes de ce type furent et sont coulés dans le même moule et sont des variantes de la même conception idéocratique, la terreur n'ayant été que la manière «forte» de conjurer l'absurdité du projet initial en muant l'impossible «Construction du socialisme» en une industrialisation à marche forcée d'un pays arriéré.

Les adversaires de cette historiographie anti-communiste se sont mis aussi à compiler des chiffres et à les additionner – ce qui semble concéder que la problématique comptable a du bon à titre heuristique. Pour la dénonciation du mal colonialiste français, on additionnera ainsi les 45.000 morts de Sétif en 1945, les 90.000 morts de Madagascar en 1947 etc. L'ennui est que, horreur pour horreur, on n'arrive pas, même avec le colonialisme, à des chiffres de pareille amplitude et qu'il n'est pas clair de savoir ce qu'on gagne en confrontant les tableaux comptables.

La seule réplique serait somme toute que le mal impérialiste, les huit millions et demi de morts de la Grande

16. *Archipel*, vol. II

17. Rudolph J. Rummel, *Lethal Politics: Soviet Genocide and Mass Murder*. New Brunswick NJ: Transaction, 1990, 1 et 9.

18. Robert Conquest, *The Great Terror: A Reassessment*. Éd. rev. et augm. Edmonton: U. of Alberta Press, 1990 [1968]. ↻ Rééd. 40th Anniversary Ed. Oxford: Oxford UP, 2008. Voir aussi *Reflections on a Ravaged Century*. London: J. Murray, 2000. ♦ *Le féroce XX^e siècle, réflexions sur les ravages des idéologies*. Paris: Éditions des Syrtes, 2001.

19. M. Malia, *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia*. New York: Free Press; Toronto: Maxwell Macmillan, 1994, 11.

guerre etc., ne sont pas le fait des socialistes lesquels sont au reste les seuls à avoir vu venir avant 1914 la «Grande boucherie» et à s'y être activement opposés. Réplique qui a ceci de faible pourtant qu'elle ne résout pas ni n'affronte seulement le problème de la mutation des idées généreuses en justification de l'inhumain – ni ne relativise les «chiffres» de l'autre camp.

